

NON-APPLICATION DE L'OBLIGATION DU CHÈQUE

Le recul du gouvernement favorise l'informel, reconnaît Benbada

Le recul du gouvernement dans l'application de l'obligation du chèque pour les grandes transactions et la facturation des transactions commerciales favorise l'informel.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - C'est ce que le ministre du Commerce a reconnu hier à l'hôtel Hilton, en marge d'un colloque international sur l'économie informelle, organisé en partenariat avec le Cercle l'action et la réflexion autour de l'entreprise (CARE) et placé sous le thème : «Les pistes vers la formalisation».

La décision de reporter l'obligation du chèque pour les transactions de plus de 500 000 dinars constitue un «signal négatif», dira Mustapha Benbada, assez prudent dans ses propos. Et d'autant que les transactions commerciales sans facturation ont été évaluées pour les trois dernières années à 155,7 milliards de dinars, avait-il indiqué, lors d'une allocution. Toutefois, le ministre du Commerce affirme que le gouvernement «n'a pas abandonné» et compte revenir à la charge. A

charge, cependant, de mieux préparer l'environnement et notamment bancaire à la généralisation de l'utilisation du chèque. Ce qui a fait défaut semble-t-il, comme le représentant du gouvernement le laisse entendre, pour l'application de cette mesure, adoptée voilà six ans.

Comme il s'agit d'élargir l'adhésion la plus large des opérateurs, les associations professionnelles n'étant pas «réticentes» dira-t-il, développer une meilleure régulation des pratiques commerciales tant celles légales que celles informelles... A ce propos, Mustapha Benbada avait observé qu'au-delà des pratiques commerciales visibles, l'informel, nuisible en somme à l'économie, a trait davantage à la circulation d'une forte masse fiduciaire hors banques et à l'engagement d'acteurs formels, légaux comme les



Le gouvernement compte appliquer la généralisation de l'utilisation du chèque.

entreprises dans des pratiques illicites. Comment réduire alors cet informel ? Faudrait-il le formaliser, le rendre légal et comment ? C'est justement la problématique centrale que ce colloque, le premier du genre, a tenté de cerner et traiter, à l'aune de l'expertise universitaire, institutionnelle et entrepre-

neuriale, tant nationale qu'étrangère.

Au-delà de la nécessité d'un diagnostic précis et des différentes typologies et estimations avancées concernant ce phénomène, la transition vers la formalisation dépend fondamentalement d'une volonté notamment politique

mais aussi de la capacité à stimuler l'adhésion des acteurs informels. Il s'agit, relèvera l'économiste péruvien et spécialiste de l'économie souterraine, Hernando de Soto, de «faire en sorte que ce soit plus intéressant d'être dans le légal que dans l'informel». Ce qui implique tant une «reconfiguration» du système réglementaire et du rôle des institutions que la nécessité de la démocratie et la prise en compte des besoins d'entrepreneuriat. Mais aussi la capacité à réduire les «coûts» du formel et, par conséquent, faire «monter» ceux de l'informel, tout en identifiant les acteurs et en exerçant une certaine répression, au demeurant nécessaire.

Une démarche en œuvre, à certains égards en Algérie, le ministre du Commerce ayant évoqué à ce propos plusieurs mesures d'ordre financier et organisationnel, censées contribuer à juguler, éradiquer les aspects les moins mauvais de ce phénomène.

C. B.

FLAMBÉE DES PRIX DES LÉGUMES

La pomme de terre prend de l'altitude

Depuis quelques jours, le prix de la pomme de terre ne cesse de grimper. Cédé à partir de 90 DA le kilogramme, le tubercule fait fuir les clients.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Hier au marché T'nache de Belouizdad, Alger, seuls deux marchands exposaient de la pomme de terre sur leurs étals. Tout comme les clients, les vendeurs semblent, eux aussi, boudier ce légume. Même constat chez les vendeurs informels, à l'extérieur du marché.

«Je refuse de m'approvisionner en pomme de terre, cédée depuis quelques jours au marché de gros entre 80 et 85 DA. D'ailleurs, je ne pourrai même pas la

revendre au même prix !», dira Mohamed, un marchand de légumes. Evitant de prendre ce «risque», il préfère ainsi attendre que le prix du tubercule baisse.

Quant aux causes de cette subite hausse, il ajoute : «Je n'arrive pas à comprendre cette flambée des prix de la patate, alors qu'elle est disponible en grandes quantités. Le marché de gros en déborde. Les grossistes s'en lavent les mains et renvoient la balle dans le camp des producteurs, en prétendant que, eux aussi, ils la payent cher». Sur les étals du marché, les autres légumes ne font pas exception. Le navet et la carotte

sont proposés à 40 DA, la tomate et le fenouil à 50 DA, l'artichaut et le chou-fleur à 60 DA. La courgette et les fèves ont atteint 80 DA le kilo, l'aubergine et les petits pois 100 DA et le poivron est vendu à 140 DA.

Habituée du marché T'nache, Ounissa, la cinquantaine, estime que les prix des légumes sont «exagérés». «Les moyennes bourses arrivent à peine à joindre les deux bouts. Les petites bourses, quant à elles, ne parviennent jamais à suivre le rythme», dit-elle. Une situation qu'elle impute à la «spéculation» des marchands de gros.

Quant à la pomme de terre, elle affirme

qu'elle est devenue «inaccessible» depuis une dizaine de jours. «J'évite de cuisiner tous les plats à base de pomme de terre. J'attends que son prix baisse», a-t-elle assuré.

Rencontrée dans les étroites allées du vieux marché, une autre mère de famille se plaint : «Je n'ai pas acheté la pomme de terre depuis deux jours.

A 70 DA le kilogramme, c'est plus ou moins accessible mais à 90 DA, je préfère plutôt opter pour des escalopes de dinde.»

R. N.

ATTENTAT CONTRE LE PALAIS DU GOUVERNEMENT

Le procès s'ouvre aujourd'hui

Le procès de l'affaire de l'attentat kamikaze contre le Palais du gouvernement, reporté à plusieurs reprises, est programmé pour aujourd'hui au niveau de la cour d'Alger. Ainsi, cinq ans après l'attentat à la voiture piégée perpétré le 11 avril 2007 contre un édifice institutionnel, dix-huit personnes, dont neuf sont en fuite, accusées dans cette affaire, seront traduites devant les assises.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Une ambiance particulière marquera aujourd'hui la cour d'Alger. Et pour cause, dix-huit personnes, dont le chef d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), Abdelmalek Droukdel, alias Abou Mossaâb Abdelouadoud, seront jugées dans une affaire d'attentat à l'explosif ayant causé la mort de 22 personnes et des blessures, dont certaines graves, à 222 autres».

Selon l'accusation, les mis en cause «font partie d'un groupe armé opérant dans la région de Thénia, près de Boumerdès, affilié à Aqmi». L'arrêt de renvoi a mis à nu la stratégie mise en place par les terroristes : «L'attentat contre le Palais du gouvernement a été perpétré en même temps qu'un autre commis contre le siège de la Sûreté urbaine de Bab Ezzouar (Alger).»

Toujours selon l'accusation, l'attentat perpétré contre le Palais du gouvernement était minutieusement préparé tant par les commanditaires que par les «exécutants». En effet, les mis en cause avaient filmé les édifices (Palais du gouvernement et la Direction générale de la Sûreté nationale) avant de transmettre tous les détails, quatre jours avant l'attentat, à l'«émir» de katibet El Arkam, le terroriste Ghiatou Rabah. D'ailleurs, parmi les accusés, l'arrêt de renvoi cite notamment Fateh Bouderbala, alias Abou Bassir, l'ex-«émir» de la phalange d'Alger au sein du GSPC. Abou Bassir, qui a rejoint d'abord le GIA en 1995, puis le premier noyau du GSPC en 1998, est considéré comme le doyen de l'organisation de Droukdel.

Il a été arrêté dans un appartement à Alger en possession d'un lance-roquettes Low, de plus de 800 kg d'explosifs et de trois bombes prêtes à l'emploi, ainsi que d'une vingtaine de détonateurs qui devaient être utilisés durant le Ramadan dans des attentats ciblant divers lieux publics dans la capitale.

D'autres accusés sont également cités dans cette affaire, mais qui sont en fuite. C'est le cas de l'«émir» national du GSPC, Abdelmalek Droukdel, alias Abou Mossaâb Abdelouadoud. Il y a lieu de souligner que sur les cinquante-quatre personnes impliquées dans les attentats du 11 avril 2007,

dix-huit seulement sont poursuivies. Parmi les accusés «supprimés» de la liste, figurent des terroristes abattus, dont Zouhir Harrak, alias Sofiane Fassila, Omar Bentitraoui, alias Abou Khaïtama, «émir» de katibat El-Feth.

Les mis en cause sont poursuivis pour «adhésion à un groupe terroriste activant à l'intérieur du pays dans le but de créer un climat d'insécurité et de peur parmi la population, attentats à l'explosif et homicides volontaires avec préméditation». Concernant les autres accusés présents et non détenus, il y a Nouredine Boudina, le frère de l'auteur de l'attentat kamikaze, Merouane Boudina. Il est poursuivi pour «non-dénonciation», suite aux investigations des enquêteurs qui ont pu localiser les appels reçus du kamikaze la veille de l'attentat, l'informant de son acte, selon ses propres aveux.

Pour rappel, le dernier report du procès, remontant au 29 février dernier, fait suite, selon le président du tribunal criminel Omar Benkharchi, «au pourvoi en cassation interjeté par le prévenu Ouzandja Khaled contre l'arrêt de la chambre d'accusation qui le renvoie devant les assises d'Alger et à propos duquel la Cour suprême n'a pas encore tranché». Le magistrat avait, ainsi, ordonné le report de l'affaire, le temps que la Cour suprême rende son arrêt. Sa programmation est donc attendue pour aujourd'hui mardi.

A. B.

SUITE À UNE GRÈVE DES TRAVAILLEURS**DE SAMSUNG**

La rénovation de la raffinerie de Skikda à l'arrêt

Dans la journée d'hier, lundi, les travailleurs de l'entreprise sud-coréenne Dongil, un des sous-traitants de la firme Samsung, chargée de la réalisation du projet de rénovation et de réhabilitation de la raffinerie de Skikda, située dans la plateforme pétrochimique, sont entrés en grève. Une paralysie des chantiers s'en est suivie.

Ils sont 340 travailleurs à avoir déserté leurs postes de travail, pour protester contre leurs conditions socioprofessionnelles. Leur maigre salaire figure logiquement en tête des revendications. Ils comptent ne pas baisser les bras pour faire valoir leurs droits.

Le projet de rénovation de la raffinerie de Skikda, périodiquement secouée par des incendies banalisés à force de leur récurrence, verra, quant à lui, sa réception remise aux calendes grecques.

Zaïd Zoheir